



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 5 juin 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
29 mai 2025
n° 20 / 8085^e
pages 945 à 992



ACTUALITÉS

- 948 Chèque (certificat de non-paiement) : pouvoirs du juge de l'exécution
- 949 Surendettement (créances) : mesure d'effacement partiel
- 950 Société à responsabilité limitée (gérant) : responsabilité personnelle
- 950 Cession de créance (droit litigieux) : cessions successives de la créance
- 951 Divorce (procédure) : engagement en France et prononcé à l'étranger
- 952 Syndicat (qualité pour agir en justice) : résidence de tourisme
- 952 Libération conditionnelle (mesure probatoire) : dispositions applicables
- 953 Rapatriés (harkis) : constitutionnalité et portée du régime de réparation

POINTS DE VUE

- 956 Le passeport numérique de produit lié à la blockchain : assurer la circularité et la durabilité des biens, Claire Leveneur
- 958 La justice et le temps, Lorsque l'actualité dépasse la fiction..., Daniel Chabanol et Christophe Lapp

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 968 **Nouvelle Bibliothèque de Thèses** : La personnalité juridique en droit pénal et en droit civil, Essai d'une théorie générale, Eddy Accarion
- 971 Droit de la négociation collective et discours économique, Hugo Revillon
- 974 **Panorama** : Droit de l'environnement, Grégoire Leray et Vanessa Monteillet
- 984 **Notes** : Clause d'offre alternative : l'alternative à quel prix ?



988

note sous Com. 12 févr. 2025, Diane Galbois-Lehalle
Les restitutions consécutives à la sanction en réputé non écrit d'une clause illicite
d'indexation de loyer commercial, note sous Civ. 3^e, 23 janv. 2025, Rebecca Frering

ENTRETIEN

992 Sophie Paricard – L'aide à mourir

**Lefebvre Dalloz**

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET

DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DERRAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MENLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION**DIRECTION**

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZE-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTSAbonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.frResponsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1 132,29 € TTC

Etranger : 1 117,5 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Mai 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

945

Un code pour l'arbitrage

**ACTUALITÉS**

948

DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie

Chèque (certificat de non-paiement) :
pouvoirs du juge de l'exécution,
Civ. 2^e, 22 mai 2025

Consommation

Surendettement (créances) : mesure
d'effacement partiel, Civ. 2^e, 22 mai 2025

Entreprise en difficulté

Liquidation judiciaire (insaisissabilité) :
pouvoirs du liquidateur,
Com., avts, 21 mai 2025

Société et marché financier

Société à responsabilité limitée (gérant) :
responsabilité personnelle, Com. 21 mai 2025

950

DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Cession de créance (droit litigieux) : cessions
successives de la créance, Com. 21 mai 2025

Famille-Personne-Succession

Divorce (procédure) : engagement en France
et prononcé à l'étranger, Civ. 1^{re}, 21 mai 2025Succession (parts sociales) : qualité
des héritiers du cédant, Civ. 1^{re}, 21 mai 2025Régime matrimonial (communauté) : droit de
poursuite des créanciers, Civ. 1^{re}, 21 mai 2025

952

DROIT IMMOBILIER

Copropriété

Syndicat (qualité pour agir en justice) :
résidence de tourisme, Civ. 3^e, 22 mai 2025

952

**DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE**

Procédure pénale

Libération conditionnelle (mesure
probatoire) : dispositions applicables,
Crim. 21 mai 2025

953

DROIT PUBLIC

Droit administratif

Rapatriés (harkis) : constitutionnalité
et portée du régime de réparation,
Cons. const. 16 mai 2025

Santé publique

Accident médical (ONIAM) : indemnisation
des victimes indirectes, Civ. 1^{re}, 14 mai 2025

954

**DROIT DU TRAVAIL
ET SÉCURITÉ SOCIALE**

Droit du travail

Données personnelles (traitement) :
information du personnel, Soc. 21 mai 2025

Licenciement (entretien préalable) :

report pour cause de santé, Soc. 21 mai 2025

Licenciement (contestation) : prescription

du délai d'action, Soc. 21 mai 2025

Travail (infraction) : poursuite engagée

par le ministère public, Crim. 20 mai 2025



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t

**Le prochain numéro du Recueil
paraîtra le 12 juin 2025**

Recueil Dalloz - 29 mai 2025 - n° 20

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

29 mai 2025 - n° 20 / 8085^e



POINTS DE VUE

956

Le passeport numérique de produit lié à la blockchain :
assurer la circularité et la durabilité des biens
par Claire Leveneur

958

La justice et le temps
Lorsque l'actualité dépasse la fiction...
par Daniel Chabanol et Christophe Lapp



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

960

Vers une réforme du droit de l'arbitrage ?
par Sylvain Bollée

PANORAMA

974

Droit de l'environnement
avril 2024 – avril 2025
par Grégoire Leray et Vanessa Monteillet

NOUVELLE BIBLIOTHÈQUE DE THÈSES

968

La personnalité juridique en droit pénal
et en droit civil
Essai d'une théorie générale
par Eddy Accarion

971

Droit de la négociation collective
et discours économique
par Hugo Revillon

NOTES

984

Clause d'offre alternative : l'alternative à quel prix ?,
note sous Com. 12 févr. 2025
par Diane Galbois-Lehalle

988

Les restitutions consécutives à la sanction en réputé non
écrit d'une clause illicite d'indexation de loyer commercial,
note sous Civ. 3^e, 23 janv. 2025
par Rebecca Frering



ENTRETIEN

992

Sophie Paricard – L'aide à mourir

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :

40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :

9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;

- pour une note de jurisprudence :

20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :

5 500 signes (références entre parenthèses).



QUESTION D'ACTUALITÉ

RÉFORME DU RÉGIME DES NULLITÉS EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Une ordonnance réforme en profondeur le régime des nullités, ouvrant des arguments supplémentaires en faveur du choix de la SAS

20 et 28



À LA UNE

Dossier - Loi DDADUE 5

33

Sociétés - Le créancier d'une société ne peut pas agir en nomination d'un administrateur provisoire

4

Entreprise en difficulté - Le débiteur en liquidation judiciaire conserve l'indemnité tendant à la réparation de son logement

8

Contrats - Quand le cautionnement ou la délégation de paiement doit-il être fourni au sous-traitant ?

10



www.efl.fr



Lefebvre Dalloz



Sociétés

- 4 - Demande de nomination d'un administrateur provisoire
- 5 - Appel par une société absorbante de la condamnation pénale d'une société absorbée
- 5 - Contrat hors établissement conclu par une société de moyens
- 6 - Évaluation du prix des parts sociales par un expert
- 7 - Révocation d'un dirigeant

Entreprise en difficulté

- 8 - Sort de l'indemnité de réparation du logement du débiteur en liquidation
- 9 - Mise en liquidation judiciaire d'une société dissoute

Contrats

- 10 - Fourniture d'un cautionnement ou d'une délégation de paiement au sous-traitant
- 11 - Assurance des pertes d'exploitation liées au Covid-19
- 12 - Application des conditions générales d'un commissionnaire de transport

Finances de l'entreprise

- 13 - Billet à ordre : portée de la double signature du dirigeant

Biens de l'entreprise

- 13 - Valeur locative en cas de loyers à payer d'avance

Concurrence

- 14 - Interdiction des ventes actives sur un territoire exclusif
- 16 - Cumul de l'action en contrefaçon et en concurrence déloyale

Consommation

- 17 - Irrégularité de la publicité d'un crédit à la consommation
- 18 - Qualité de consommateur de l'exploitant d'un centre équestre
- 18 - Clause abusive dans un contrat de Vefa

Compliance

- 19 - Antiblanchiment : lignes directrices de l'ACPR et de Tracfin

Dossier

- 33 - La loi DDADUE 5, une loi balai
- 34 - Un tronc commun pour les actions de groupe
- 37 - Des assouplissements au reporting de durabilité
- 40 - Certification des informations de durabilité
- 41 - Nouvelles modalités d'accès aux données relatives aux bénéficiaires effectifs
- 43 - Obligation de mixité dans la composition des organes sociaux
- 44 - Mesures diverses de la loi DDADUE 5 en droit des sociétés
- 46 - Création d'un régime de nantissement sur les crypto-actifs
- 47 - Des dispositions du règlement UE sur les obligations vertes intégrées au Code monétaire et financier
- 48 - Transposition de la directive UE de 2023 sur les crédits aux consommateurs

Veilles

- 49 - Veille législative
- 49 - Veille fiscale et sociale



QUESTION D'ACTUALITÉ



20 et 28

**RÉFORME DU RÉGIME DES NULLITÉS
EN DROIT DES SOCIÉTÉS**

DROIT & PATRIMOINE

LE MENSUEL
DE TOUS
LES PRATICIENS
DU DROIT

N°357 • Mai 2025

Prix au n° : 45,50 € HT – 46,45 € TTC. Abonnement annuel : 500,50 € HT – 511,01 € TTC.

DOSSIER

LES ENJEUX DU CONTRAT D'ASSURANCE DE PROTECTION JURIDIQUE DANS L'ACCÈS AU DROIT



ÉCLAIRAGE

Les taxes à faible
rendement

CHRONIQUE

Démembrements
de droit

DROIT & PATRIMOINE

MAI 2025 • N° 357

ACTUALITÉ

ÉCLAIRAGE

Poursuivre la rationalisation

du « patchwork » des taxes à faible rendement 6

La Cour des comptes a publié, le 17 avril 2025, un rapport sur les diverses taxes dites à faible rendement, au nombre, selon la juridiction financière, de 243, et qui ont généré des recettes de moins de 175 M€ en 2024. Elle propose de rationaliser le dispositif, qui ajoute à la complexité de l'environnement juridique. Synthèse.

ENTRETIEN

« Le plus urgent est de s'assurer, en qualité d'école nationale du notariat, que la formation est identique et de même qualité quel que soit le site d'enseignement » 8

Le directeur de l'INFN, Mustapha Mekki, dresse le bilan de la réforme du diplôme de notaire, devenu diplôme d'études supérieures de notariat (DESN), à la suite du décret n° 2022-1298 du 7 octobre 2022. Interview.

PROFESSIONS

N comme notaire : le rapport annuel du CSN 11

Le 6 mai 2025, le Conseil supérieur du notariat (CSN) a publié son rapport annuel pour 2024. Synthèse.

DOSSIER

Les enjeux du contrat d'assurance de protection juridique dans l'accès au droit

- **L'assurance de protection juridique dans l'arsenal de l'accès au droit et de la résolution amiable des différends** 17
Céline Béguin-Faynel, maître de conférences en droit privé à L'Université Panthéon-Sorbonne, école de droit de la Sorbonne, institut des assurances de Paris (IAP), directrice adjointe du master 2 Droit des assurances
- **L'intelligence artificielle pour renforcer la mission du juriste de protection juridique** 22
Stéphane Chancelou, directeur général adjoint COVEA protection juridique, président du comité protection juridique au sein de France assureurs

SOMMAIRE

ACTUALITÉ • PRATIQUE • ANALYSE • DOSSIER • JURISPRUDENCE

ANALYSE

DROIT À LA PREUVE

Droit à la preuve :

un revirement jurisprudentiel en douceur... 13

L'arrêt rendu par l'Assemblée plénière de la Cour de cassation en matière sociale le 22 décembre 2023 a des répercussions bien au-delà de cette matière.

CHRONIQUE

DÉMEMBREMENTS DE DROIT

Démembrements de droit

(septembre 2024- février 2025) 44

La mise en œuvre des démembrements de droit, techniques classiques du droit des biens, demeure une source importante de contentieux. Notamment, l'application de l'usufruit, technique courante de gestion patrimoniale, soulève la question de l'articulation de son régime avec les contraintes d'autres branches du droit comme celle du droit des affaires ou celle du droit patrimonial de la famille. La servitude, par ailleurs, se démarque par une diversité de régimes, dont chacun est susceptible de poser des difficultés de caractérisation.

• Regards belge et européen sur la couverture en assurance de protection juridique et le libre choix de l'avocat par l'assuré 25

Renaud Vanbergen, avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste en Droit des assurances, professeur invité à la Haute École Francisco Ferrer (HEFF)

• Rétrospective sur l'évolution de l'assurance de protection juridique 31

Guillaume Brunel, enseignant-chercheur contractuel qualifié MCF section droit privé, Université de Perpignan Via Domitia, laboratoire CDED Yves Serra

• La couverture des entreprises en assurance de protection juridique 39

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Actualité des procédures collectives, n° 11 du 02 juin 2025

Sommaire du numéro

Repère



RÉALISATION DE L'ACTIF

Insaississabilité de la créance de réparation de la résidence principale

N° 123 - Par Cécile LISANTI

[Consulter le PDF](#)

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CESSATION DES PAIEMENTS

Date d'exigibilité d'une créance fiscale et cessation des paiements

N° 124 - Par Mathieu THIBERGE

[Consulter le PDF](#)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Inopposabilité d'un licenciement pour motif disciplinaire prononcé par le débiteur sans l'assistance de l'administrateur

N° 125

[Consulter le PDF](#)

Relevé de forclusion de plein droit au profit d'un créancier institutionnel dès lors qu'il n'est pas mentionné par le débiteur dans la liste des créanciers

N° 126

[Consulter le PDF](#)

L'importance du relevé des créances salariales pour obtenir le paiement de créances salariales par l'AGS dans une faillite européenne

N° 127 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

Montant minimum des indemnités à verser pour défaut de cause réelle et sérieuse pour un salarié ayant plus de 10 ans d'ancienneté

N° 128

[Consulter le PDF](#)

Prouver que la clause de réserve de propriété a été convenue dans un écrit au plus tard au moment de la livraison

N° 129

[Consulter le PDF](#)

Prononcé d'une nullité facultative d'une saisie-attribution réalisée pendant une période suspecte par une SCI gérée par un administrateur provisoire

N° 130

[Consulter le PDF](#)

Prononcé d'une nullité facultative d'un remboursement d'un compte courant d'associé

N° 131

[Consulter le PDF](#)

Point de départ de la prescription de l'action paulienne

N° 132

[Consulter le PDF](#)

Absence de paiement par le repreneur des congés payés acquis avant l'adoption du plan de cession

N° 133

[Consulter le PDF](#)

Résidence principale : insaisissabilité de l'indemnité de réparation de travaux défectueux

N° 134

[Consulter le PDF](#)

L'obligation pour le liquidateur de respecter les diligences du transfert conventionnel des salariés

N° 135 - Par Laurence FIN-LANGER

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 21 du 26 mai 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Tous victimisés ?

N° 624 - Par Laure HEINICH

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

Carine Durrieu-Diebolt, vigie de la victimisation secondaire

N° 625 - Par Anaïs COIGNAC

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | RESPONSABILITÉ CIVILE

Responsabilité du fait des produits défectueux : de 1985 à 2024, peu de changement

N° 626 - Par Jérôme HUET

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | VIOLENCES SEXUELLES

La Cour EDH et l'appréciation souveraine des juges : du sexisme des décisions judiciaires

N° 627 - Par Morgane CARRERE

[Consulter le PDF](#)

« Innovation, exigence et confiance : accompagner la transformation du droit »

N° 628 - Par Éric BONNET-MAES

[Consulter le PDF](#)

Indivision forcée : droit pour chaque indivisaire de s'opposer à l'édification d'ouvrages non consentis sur un bien indivis

N° 629

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 15 au 21 mai 2025

N° 630

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 mai 2025

N° 631

[Consulter le PDF](#)

Contentieux des AT-MP et tierce opposition : confirmation de la fermeture du recours

N° 632 - Par Arnaud LECOURT

[Consulter le PDF](#)

L'information obligatoire du droit de refuser la visioconférence pour le débat relatif à la détention provisoire

N° 633 - Par Philippe COLLET

[Consulter le PDF](#)

Publication d'une circulaire relative à la saisie et la confiscation des véhicules dans le cadre des rodéos urbains

N° 634

[Consulter le PDF](#)

La Cour de cassation confirme la régularité d'une perquisition en présence d'un occupant des lieux

N° 635

[Consulter le PDF](#)

Fixation de la peine : prise en compte d'une condamnation réhabilitée

N° 636

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 21 avril au 4 mai 2025

N° 637

[Consulter le PDF](#)

Minorité : publicité restreinte devant le juge des libertés et de la détention

N° 638 - Par Eudoxie GALLARDO

[Consulter le PDF](#)

Précisions sur le devoir d'information précontractuelle

N° 639

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

Appréciation souple des pratiques commerciales déloyales sans lien direct avec le consommateur

N° 640

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 21 mai 2025

N° 641

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 5 au 11 mai 2025

N° 642

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Le Conseil d'État annule l'interdiction générale des activités « ludiques » en prison

N° 643

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

Données personnelles et contrôle fiscal : les visites domiciliaires à l'épreuve du RGPD

N° 644

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | SPORTS

Obligation d'affichage à destination des victimes ou témoins de violences ou discrimination

N° 645

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 15 au 21 mai 2025

N° 646

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | CONSEIL D'ÉTAT

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 5 au 11 mai 2025

N° 647

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | HOSPITALISATION SANS CONSENTEMENT

La mainlevée d'une mesure de soins sans consentement : une possibilité sous conditions

N° 648 - Par Ingrid MARIA

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Absence d'exécution forcée de la vente d'un fonds de commerce pour imprécision et caducité de l'offre

N° 649 - Par Stéphanie WDOWIAK

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | LICENCIEMENT

Nullité du licenciement prononcé à l'encontre du salarié lanceur d'alerte

N° 650

[Consulter le PDF](#)

L'ÉTUDE | RESPONSABILITÉ

De la responsabilité civile et pénale des historiens

N° 651 - Par Hervé GUETTARD

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PROCÉDURE CIVILE

Droit judiciaire privé

N° 652 - Par Lucie MAYER , Liza VEYRE et Lilian LARRIBÈRE

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

L'Autorité de la concurrence va étendre ses pouvoirs en matière de contrôle des concentrations

N° 653 - Par Adrien GIRAUD

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	▼
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	▼
Sources officielles	▼

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 22 du 02 juin 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

Éloge de la négligence ?

N° 654 - Par Dominique BUREAU

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | LOIS ET RÈGLEMENTS

Inflation normative : où en est-on en ce début de XVIIe législature de la Ve République ?

N° 655 - Par Christophe EOCHE-DUVAL

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | SÉNAT

Rien de nouveau sous le soleil

N° 656 - Par Jean-Éric GICQUEL

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Application d'une jurisprudence nouvelle : instance en cours et condition de prévisibilité

N° 657 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

Assignation délivrée à plusieurs personnes

N° 658 - Par Gaëlle DEHARO

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE D'EXÉCUTION

Compétence du JEX pour connaître des contestations portant sur la cause d'un chèque impayé

N° 659

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 12 au 18 mai 2025

N° 660

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SÉPARATION DES POUVOIRS

Ordre civil et ordre canonique : le retour en force des droits fondamentaux

N° 661 - Par Méлина DOUCHY-OUDOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS (EN GÉNÉRAL)

Réforme du régime des nullités en droit des sociétés

N° 662

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISES

Protection du secret des affaires : application stricte du délai de séquestre provisoire

N° 663

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 12 au 18 mai 2025

N° 664

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Concurrence déloyale : de la distinction entre préjudice économique et préjudice moral

N° 665 - Par Mélodie COMBOT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Licenciement d'un salarié protégé candidat au CSE : l'employeur n'est plus tenu à consultation

N° 666

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Contentieux du travail : preuves tirées de l'exploitation d'images de vidéosurveillance à l'épreuve du RGPD

N° 667

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Plan de départs volontaires sans licenciement contraint

N° 668

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 au 27 mai 2025

N° 669

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Arrêts P de la Cour de cassation du 12 au 18 mai 2025

N° 670

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Obtention d'une carte de séjour pour les étrangers : métiers et zones en pénurie de main-d'oeuvre

N° 671

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | ÉTRANGERS

Les Sages censurent la possibilité de placer un demandeur d'asile en rétention en dehors de toute procédure d'éloignement

N° 672

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | IMPÔTS SUR LE REVENU

Impôt sur le revenu : correction après la date limite et droit à l'erreur

N° 673

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 22 au 27 mai 2025

N° 674

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | LIBERTÉ DE RÉUNION

Port d'une arme de protection par un manifestant

N° 675 - Par Béatrice PASTRE-BELDA

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | DROIT AU RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Pollution de l'environnement

N° 676 - Par Frédéric SUDRE

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROCÉDURE PÉNALE

Condamnation par défaut et droit à être représenté

N° 677 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La définition de l'offre promotionnelle dans le commerce en ligne

N° 678 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | CONTREFAÇON

Certificats d'obtention végétale : validité du contrat de sous-licence et contrefaçon

N° 679

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

Les 60 ans de la faculté de droit de l'université de Paris Nanterre

N° 680 - Par Sabine BOUSSARD

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | LOIS ET RÈGLEMENTS

La normativité des systèmes de notations à niveaux

N° 681 - Par Lisa PINAMONTI

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | RÉGIMES MATRIMONIAUX

Régimes matrimoniaux

N° 682 - Par Alice TISSERAND-MARTIN , Estelle NAUDIN , Christel SIMLER
et Michel STORCK

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Le Code pénal de 1994 : 30 ans d'application et d'évolutions

N° 683

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | COLLOQUE

Le Parquet européen en France, un modèle à suivre ?

N° 684

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | PROFESSIONS JURIDIQUES ET JUDICIAIRES

Condamnation d'un « mandataire d'assuré » pour exercice illicite d'une activité de consultation juridique

N° 685

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COUR DE CASSATION

Observatoire des litiges judiciaires : lancement d'un collège thématique sur la RSE

N° 686

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compatibilité de la fonction de juge consulaire avec une activité de médiation des entreprises : conditions

N° 687

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | BARREAU DE PARIS

Nouvelles consultations en droit de la fonction publique et en droit des étrangers

N° 688

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 22 du 29 mai 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



SOCIAL

3 QUESTIONS - La nouvelle obligation de consulter le CSE sur les enjeux de durabilité

N° 478 - Par Laetitia TOMBARELLO et Alexandra LEREAU

[Consulter le PDF](#)

RSE

Observatoire des litiges judiciaires : lancement d'un collège thématique sur la RSE

N° 479

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahier de vacances

N° 480

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Actes pratiques et Ingénierie sociétaire

N° 481

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | INFRACTIONS ÉCONOMIQUES

BC-FT : mise à jour des lignes directrices conjointes

N° 483 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Précisions sur la responsabilité du conseiller en investissement financier

N° 484

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CESSION DE CRÉANCE

Retrait litigieux et cessions de créances successives

N° 485

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DONNÉES

Mise en oeuvre du règlement concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres

N° 486

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Précisions sur la liquidation partage d'une indivision portant sur la résidence principale du débiteur dans le cadre d'une procédure collective

N° 487

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Le règlement sur les indices de référence financiers est publié

N° 488

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Renforcement de la résilience numérique : l'AMF adopte les orientations européennes sur les incidents liés aux TIC

N° 489

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Transport maritime de marchandises : appréciation des mentions figurant au connaissance en vue de l'engagement d'une quelconque responsabilité

N° 490

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

Les poursuites pour infractions au Code du travail ne nécessitent pas obligatoirement un procès-verbal de l'inspection du travail

N° 491

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Secteur de la prévention-sécurité : responsabilité de l'entreprise sortante pour

[l'indemnité de travail dissimulé lors d'un transfert conventionnel](#)

N° 492

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Plan de départs volontaires sans licenciement contraint : pas de proposition de CSP requise](#)

N° 493

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Action du salarié en contestation de la rupture du contrat de travail : point de départ et délai](#)

N° 494

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Licenciement d'un salarié protégé candidat au CSE : l'employeur n'est plus tenu de consulter le CSE](#)

N° 495

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

[Titres-restaurant : présentation d'un texte proposant la pérennisation de la possibilité d'acheter des produits alimentaires non directement consommables](#)

N° 496

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | SYNDICAT

[Représentation des travailleurs européens dans les multinationales : accord provisoire pour la révision de la directive CEE](#)

N° 497

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

[Report en arrière des déficits : la valse des délais](#)

N° 498

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ IMMOBILIÈRE

[Apport d'établissement : quelle valeur locative pour la TFPB ?](#)

N° 499

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES PARTICULIERS

[Impôt sur le revenu : correction après la date limite et droit à l'erreur](#)

N° 500

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | PROCÉDURES FISCALES

[Données personnelles et contrôle fiscal : les visites domiciliaires à l'épreuve du RGPD](#)

N° 501

[Consulter le PDF](#)

[Études et commentaires](#)



AFFAIRES | ENTREPRISE

[La responsabilité civile environnementale de l'entreprise et des dirigeants :](#)

[panorama 2024 en France et à l'étranger](#)

N° 1154 - Par Matthieu BROCHIER et Antonin BERTRAND

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉS

[Cessions de droits sociaux](#)

N° 1155 - Par Bernard-Olivier BECKER , Matthieu BUCHBERGER et Marie CAFFIN-MOI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | LIQUIDATION JUDICIAIRE

[Piqûre de rappel sur la conventionnalité de l'action en revendication et l'obligation de revendiquer dans le délai imparti un bien détenu à titre précaire par le débiteur en vertu d'un contrat non publié](#)

N° 1156 - Par Thomas STEFANIA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | REDRESSEMENT JUDICIAIRE

[Interdiction des poursuites individuelles à géométrie variable pendant l'exécution d'un plan de redressement](#)

N° 1157 - Par Michael TOTA

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[LIQUIDATION JUDICIAIRE - Sanction personnelle - Dirigeant personne morale - Représentant permanent](#)

N° 1158

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COMMISSAIRE AUX COMPTES

[Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité civile engagée contre le CAC et procédure collective de la société contrôlée](#)

N° 1159 - Par Jean-Noël STOFFEL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT DES AFFAIRES

[COMMISSAIRE AUX COMPTES - Désignation facultative - Demande d'un actionnaire](#)

N° 1160

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Le délai de prescription applicable dépend de la nature de la créance invoquée](#)

N° 1161 - Par Thierry TAURAN

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | CONVENTION FISCALE INTERNATIONALE

[Régime des sociétés mères et convention fiscale](#)

N° 1162 - Par Anne-Gaël HAMONIC-GAUX

[Consulter le PDF](#)

À la une

Un rapport pointe un difficile accès aux droits et à l'avocat en rétention

Cinq associations dressent un portrait de la rétention en France en 2024. Il en ressort un accès aux droits difficile pour les retenus et des conditions de travail dégradées pour les avocats.



© Image générée avec l'IA

Technique

Tardiveté dans la délivrance de l'avis de fixation à bref délai : conséquences sur les délais pour conclure

étude par Claire GERBAY

Doctrine

Réflexion sur l'ingénierie de projet : une contribution appliquée à la justice des mineurs et aux actions de terrain

étude par Julien FAIDHERBE

Jurisprudence

Vers une convergence d'application du principe de non-discrimination et du principe d'égalité en droit interne et en droit européen

note par Chrystel DILOY
sous Cass. soc., 9 avr. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Marine PARMENTIER

Avocate au barreau de Paris

AVEC LA PARTICIPATION DE

Clara BELLEGARDE, Manon BRAUGE, Guillaume BRICKER, Albert CASTON, Julie DAUGA, Fabien DELHAES, Pascal JACQUOT, Marie LHÉRITIER, Juliette MEL, Camille MOROT-MONOMY, Gabriel PALOMBELLI, Alexis TRÉCA et Vivien ZALEWSKI-SICARD



Votre revue OFFERTE
sur tous vos écrans

KIOSQUE
Lextenso

Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouvill

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris). La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0. Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

GPL478c3 ■ Un rapport pointe un difficile accès aux droits et à l'avocat en rétention 3

GPL478c7 ■ Contrôle des comptes de gestion des majeurs protégés : les commissaires de justice veulent être en première ligne 5

GPL478d5 ■ Création d'un Cercle des juristes sur les droits de la Nature entretien avec Marine YZQUIERDO 6

Technique

GPL477k4 ■ Tardiveté dans la délivrance de l'avis de fixation à bref délai : conséquences sur les délais pour conclure étude par Claire GERBAY 8

Retour sur

GPL478c5 ■ Dixième édition du concours « Projets innovants » du CNB : un tremplin pour les jeunes avocats par Juliette OLIVES 9

Doctrine

GPL477v9 ■ Réflexion sur l'ingénierie de projet : une contribution appliquée à la justice des mineurs et aux actions de terrain étude par Julien FAIDHERBE 11

Jurisprudence

GPL478d0 ■ Vers une convergence d'application du principe de non-discrimination et du principe d'égalité en droit interne et en droit européen note par Chrystel DILLOY sous Cass. soc., 9 avr. 2025 16

GPL478d4 ■ L'autonomie de nomination et de révocation des ministres du culte par leur autorité religieuse note par Emmanuel TAWIL sous Cass. ass. plén., 4 avr. 2025 19

GPL477a6 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 22

GPL477c6 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26

GPL477a4 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH par Catherine BERLAUD 29

GPL477h5 ■ Chronique de jurisprudence de QPC sous la direction scientifique de Dominique ROUSSEAU, avec la collaboration de Céline GUIBÉ, Isiane LAPOUGE, Nicolas MICHON, Thomas PEZ-LAVERGNE, Coralie RICHAUD et Sylvie SALLES en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL477h5>



Aux marches du Palais

Portrait

GPL478c4 ■ Michèle Girot-Marc, bâtonnière du barreau de Grenoble 30

Gazette Spécialisée

DROIT IMMOBILIER

31

Sous la responsabilité scientifique de Marine PARMENTIER

À la une

Présentation du rapport de la Cour de cassation sur l'IA, un cadre de référence pour l'IA judiciaire

note par Myriam QUÉMENER

Le groupe de travail sur l'IA de la Cour de cassation a remis un rapport soulignant l'importance d'un cadre juridique pour un usage respectueux des droits humains, tout en explorant les applications possibles de l'IA dans la justice française et étrangère.



© VideoFlow_AdobeStock - image générée par l'IA

Actualité

Infractions sexuelles : comment prévenir la récidive ?

focus

Technique

La formation

étude par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

La compétence personnelle active de la loi pénale française compatible avec l'absence d'identité d'incrimination et la plainte avec constitution de partie civilenote par Rodolphe MÉSA
sous Cass. crim., 6 mai 2025

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Alain SAURET

Président du conseil scientifique de FIDERE Avocats

• Alexis BUGADA

Professeur à l'université d'Aix-Marseille

• Geoffroy DE RAINCOURT

Avocat au barreau de Paris, associé gérant, FIDERE Avocats

AVEC LA PARTICIPATION DE

Olivier ANFRAY, Mélanie ATINDÉHOU-LAPORTE, Jessica ATTALI-COLAS, Julien BOURDOISEAU, Marina DOITHIER, Salira HARIR, Benjamin IVANIER, Antoine PHILIPPON, Steven RIOCHE, Léopoldine ROCHE, Delphine RONET-YAGUE, Sophie SERENO et Ségolène SIMONNET



Gazette du Palais

Édité par Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :
Emmanuelle Filiberti
Présidente du Conseil scientifique :
Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie
Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach
Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck
et Samuel Seroc
Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville
Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :
Tél : 01 40 93 40 00
Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :
Tél : 01 40 93 40 40
Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr
Tél : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025
• Prix TTC au n° : 25,53 €
+ frais de port
• Abonnement France (un an) :
Journal seul : 621,79 € TTC
Recueils + table seuls : 601,37 € TTC
Journal, recueil + table : 832,12 €
Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC
• Abonnement étranger (un an) :
Journal seul : 699 €
Journal, recueil + table : 899 €
Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr
Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097
ISSN 0242-6331
Dépôt légal à parution
Imprimé par Dupliprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,
53101 Mayenne CEDEX
sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres
recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),
issus de forêts gérées durablement ;
impact gaz à effet de serre
pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Le prochain numéro de la Gazette du Palais
paraîtra le 17 juin 2025.

Actualité

- GPL478i8 ■ Infractions sexuelles : comment prévenir la récidive ? 3
GPL478j9 ■ L'administration pénitentiaire, priorité n° 1 de la place Vendôme 4
GPL478j2 ■ Lancement du groupe de travail sur la simplification du droit des entreprises en difficulté 6

Technique

- GPL478g3 ■ La formation
étude par Benjamin PITCHO 8

Doctrine

- GPL478i2 ■ Présentation du rapport de la Cour de cassation sur l'IA, un cadre de référence pour l'IA judiciaire
note par Myriam QUÉMENER sous C. cass., rapp., avr. 2025, Préparer la Cour de cassation de demain – Cour de cassation et intelligence artificielle 12

Jurisprudence

- GPL478d8 ■ Pour être éligible à la procédure d'injonction de payer la créance contractuelle doit être déterminée en vertu des stipulations du contrat
note par Philippe CASSON sous Cass. 3° civ., 27 mars 2025 15
GPL478i9 ■ La compétence personnelle active de la loi pénale française compatible avec l'absence d'identité d'incrimination et la plainte avec constitution de partie civile
note par Rodolphe MÉSA sous Cass. crim., 6 mai 2025 18
GPL477i5 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD 22
GPL477v5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 26
GPL477i3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme par Catherine BERLAUD 29
GPL478d9 ■ Chronique de jurisprudence en droit des biens par Julien DUBARRY et Antoine TOUZAIN
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL478d9> 
GPL477i2 ■ Panorama de jurisprudence de la cour d'appel de Montpellier sous la coordination scientifique de Christophe ALBIGES
en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL477i2> 

Gazette Spécialisée

DROIT DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE 31

Sous la responsabilité scientifique de
Alain SAURET, Alexis BUGADA et Geoffroy DE RAINCOURT
Coordination par Jessica ATTALI-COLAS

DOCTRINE

Cession d'un fichier client à la lumière de la réglementation sur la protection des données personnelles : la clause d'autorisation de cession anticipée

Clément Stephan

La réforme du régime des nullités en droit des sociétés est actée

Patrice Battistini

JURISPRUDENCE

Parasitisme et produits de prestige : querelle autour du trèfle quadrilobé
(Cass. com., 5 mars 2025, n° 23-21.157)

Chrystel Diloy

Qualification délictuelle de l'action en responsabilité pour rupture des relations commerciales en droit international privé commun
(Cass. 1^{re} civ., 12 mars 2025, n° 23-22.051)

Véronique Legrand

SOMMAIRE

LPA n° 5 • Mai 2025

DOCTRINE

- LPA203u0 Logements indivis : vers une sortie plus rapide de l'indivision ?** PAGE 5
Christelle Rieubernet
Le 6 mars dernier, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale.
- LPA203t9 Cession d'un fichier client à la lumière de la réglementation sur la protection des données personnelles : la clause d'autorisation de cession anticipée** PAGE 8
Clément Stephan
Entre nullité et inopposabilité découlant de la violation des règles impératives sur la protection des données personnelles, l'opération de cession d'un fichier client peut se transformer en un véritable exercice d'équilibriste pour le praticien qui manquerait de vigilance ou de connaissance sur la matière. Sans constituer un palliatif à la mise en conformité réglementaire d'un responsable de traitement, la clause d'autorisation de cession anticipée d'un fichier client s'érige en standard contractuel facilitant sa transmission future à un tiers cessionnaire.
- LPA203t7 Les relations inconscientes entre personne, patrimoine et identité** PAGE 10
Jacques Amar
Le présent article a pour objet de montrer que l'émergence comme le développement de la psychanalyse ne sont pas dissociables du cadre juridique dans lequel s'insère cette discipline. Il montre en quoi les liens existants entre patrimoine, personne et identité sont au cœur des problèmes que rencontrent nos sociétés contemporaines.
- LPA203t2 La réforme du régime des nullités en droit des sociétés est actée** PAGE 17
Patrice Battistini
Le nouveau régime de droit commun des nullités des sociétés est mis en place par l'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025 portant réforme du régime des nullités en droit des sociétés.
- LPA203s9 Le droit européen des passagers aériens : une discipline juridique prétorienne fondée sur un texte court** PAGE 22
Menel Ben M'Louka et Ronny Ktorza
Les disciplines du droit ne cessent de s'élargir et certaines nouvelles d'entre elles demeurent assez méconnues du grand public. Un des meilleurs exemples concerne le droit des passagers aériens, que certaines compagnies aériennes cherchent naturellement à masquer dans leurs rapports avec leurs clients. Cette discipline, si elle paraît simple de prime abord, nécessite, en réalité, une étude approfondie, les quelques paragraphes ci-dessous (consacrés au règlement n° 261/2004) ayant pour objectif de permettre aux lecteurs d'y voir un peu plus clair.
- LPA203s6 Le traitement des sommes maniées par les notaires et des intérêts produits : une analyse des règles** PAGE 25
Yann Fontaine
Les notaires, en tant qu'officiers publics, assurent la conservation et la gestion des fonds qui leur sont confiés, par exemple dans le cadre des transactions immobilières ou des successions. Ces sommes sont placées sur des comptes spécifiques, sous un contrôle strict, garantissant transparence et sécurité. Cet article détaille les règles encadrant ces placements et concernant la propriété des intérêts produits, conformément aux textes en vigueur.

**LPA203u1 La liquidation administrative des organismes de placements collectifs :
l'Autorité des marchés financiers, nouvelle juridiction des activités
d'investissement ?**

PAGE 27

Romain Feydel

L'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectifs (OPC) publiée au Journal officiel du 13 mars 2025 est venue instaurer une nouvelle procédure de liquidation administrative pour ce type de véhicules d'investissement, attribuant ainsi à l'Autorité des marchés financiers (AMF) un pouvoir quasi-juridictionnel supplémentaire.

JURISPRUDENCE

**LPA203t8 Entre cohérence et incohérence, la perte des recours de la caution de retour
devant la Cour de cassation**

PAGE 29

Sébastien Cacioppo

Cass. 1^{re} civ., 12 mars 2025, n° 23-19.708

Par un arrêt du 12 mars 2025, la première chambre civile de la Cour de cassation confirme sa solution controversée suivant laquelle l'allégation, par le débiteur d'un crédit immobilier cautionné, d'un défaut de mise en garde de la banque créancière ne constitue pas un moyen « pour faire déclarer la dette éteinte », au sens du second alinéa de l'ancien article 2308 du Code civil, applicable au litige. Conservant une lecture stricte des dispositions de ce texte, la haute juridiction estime que la caution, qui a payé le créancier sans en informer le débiteur, conserve ses recours contre ce dernier. Pourtant, le manquement du créancier prêteur à son devoir de mise en garde peut conduire l'emprunteur à obtenir réparation, par décision judiciaire. La créance d'indemnisation, dont l'emprunteur deviendrait créancier contre le prêteur, pourrait effectivement entraîner l'extinction, au moins partielle, de la créance principale par le jeu de la compensation de dettes connexes.

**LPA203t6 Les conditions de recevabilité d'une action en demande d'administration
provisoire**

PAGE 33

Deen Gibirila

Cass. com., 22 janv. 2025, n° 22-20.526, FS-B

Il résulte des dispositions de l'article 31 du Code de procédure civile que toute personne justifiant d'un intérêt légitime à agir est recevable à demander la désignation d'un administrateur provisoire. Tel n'est pas le cas lorsqu'un dirigeant révoqué, qui demande la désignation d'un administrateur provisoire, sous couvert d'agir pour les intérêts de ladite société, agit en réalité pour la défense de ses intérêts personnels.

LPA203t5 Les deux temps de l'affacturage inversé

PAGE 37

Jean-François Quievy

CA Paris, 5-16, 11 mars 2025, n° 24/01119

Dans un arrêt très récent du 11 mars 2025, la cour d'appel de Paris s'est prononcée sur le mécanisme à l'œuvre dans l'affacturage inversé. La réception par l'affactureur du fichier de dettes du client, le paiement par l'affactureur du fournisseur et le transfert subrogatoire de la créance de celui à l'affactureur seraient concomitants. La Cour en déduit que l'affactureur est tenu de régler le fournisseur. Au vrai, l'affacturage se scinde en deux phases, la réception de l'ordre de paiement du client et le paiement par l'affactureur du fournisseur. S'il s'opère une subrogation conventionnelle dans un deuxième temps, la première phase doit s'analyser, en fonction des clauses de la convention, en une indication de paiement ou une délégation de paiement.

LPA203t4 **Précisions sur le régime de l'action en recevabilité du liquidateur judiciaire face aux actes accomplis en violation du dessaisissement** **PAGE 42**

Christian Gamaleu Kameni

Cass. com., 15 janv. 2025, n° 23-18.695

La Cour de cassation précise que « les actes de disposition accomplis par le débiteur au mépris de la règle du dessaisissement (...) sont frappés d'une inopposabilité à la procédure collective dont le liquidateur peut se prévaloir, quel que soit le montant du passif déclaré et de l'actif ».

LPA203t3 **Parasitisme et produits de prestige : querelle autour du trèfle quadrilobé** **PAGE 45**

Chrystel Diloy

Cass. com., 5 mars 2025, n° 23-21.157

La définition du parasitisme fait l'objet d'une construction prétorienne constante. Les sociétés Vuitton et Cartier/Richemont International se sont récemment affrontées en la matière au sujet d'un motif de fleur quadrilobé figurant au sein de leurs collections de joaillerie de luxe. La Cour de cassation, malgré l'existence d'une valeur économique individualisée, rappelle que la preuve d'une faute intentionnelle du prétendu parasite doit être rapportée. Tel ne fut pas le cas en l'espèce, les sociétés Vuitton s'étant inspirées de leur propre création iconique, soit du trèfle quadrilobé figurant notamment sur leurs produits issus de la maroquinerie de luxe. C'est ensuite ce même dessin floral qui fit l'objet de déclinaisons au sein des différentes collections de joaillerie desdites sociétés Vuitton.

LPA203t1 **Qualification délictuelle de l'action en responsabilité pour rupture des relations commerciales en droit international privé commun** **PAGE 48**

Véronique Legrand

Cass. 1^{re} civ., 12 mars 2025, n° 23-22.051

L'arrêt du 12 mars 2025 était attendu car il se positionne, en droit international privé, sur la question de la nature de l'action en responsabilité pour rupture brutale de relations commerciales établies. Certains appelaient de leurs vœux un alignement sur la jurisprudence de la CJUE qui, dans son arrêt Granarolo en 2016, a rejeté la qualification délictuelle lorsque la rupture était précédée de relations contractuelles tacites. Ce n'est pas la position de la Cour de cassation. Elle juge en effet que l'action est de nature délictuelle, tout au moins lorsqu'il est question de déterminer la compétence des juridictions françaises. Cette solution appelle des commentaires sur son opportunité et son impact.

LPA203t0 **Retrait dans une société à capital variable : soustraction immédiate aux obligations d'associé et report de la reprise des apports** **PAGE 53**

Anne-Catherine Richter

Cass. com., 18 déc. 2024, n° 23-10.695, F-B

Dans cet arrêt du 18 décembre 2024, la chambre commerciale de la Cour de cassation rappelle les effets du retrait d'une société à capital variable lorsque celui-ci entraîne une diminution du capital social en dessous du minimum statutaire : d'une part, l'associé cesse immédiatement d'être soumis à ses obligations d'associé et, d'autre part, le remboursement des parts sociales est reporté à la reconstitution du minimum capitalistique. Les incertitudes entourant ces deux règles constituent cependant une incitation à encadrer précisément les effets du retrait dans les statuts.

LPA203s8 **Précisions sur la validité des règles relatives au formalisme des clauses de police d'un contrat d'assurance** **PAGE 57**

Maxime Péron

Cass. 2^e civ., 19 déc. 2024, n° 22-17.119

Dans un arrêt du 19 décembre 2024, la deuxième chambre civile de la Cour de cassation a rappelé l'importance du formalisme des clauses de police. Lorsqu'elles édictent des nullités, des déchéances ou des exclusions, elles ne sont valables qu'à la condition d'être mentionnées en caractères très apparents. Elle a également précisé que l'invocation des règles relatives au formalisme des clauses de police d'un contrat d'assurance se limite aux parties au contrat. Par ailleurs, elle a retenu l'absence de toute contrariété à une loi de police d'une stipulation contractuelle réduisant à deux ans la garantie des produits défectueux.

LPA203s7 **La géolocalisation des véhicules devant le Conseil d'État : pas de robot sans humain**

PAGE **60**

Florence Chaltiel

CE, 18 nov. 2024, n° 472912

La géolocalisation des véhicules et par suite la géoverbalisation sont autorisées sur le fondement de plusieurs textes de droit. Cependant, étant donné les marges d'erreur que comportent ces procédés, l'automobiliste risque de se voir verbalisé à tort. Selon l'emplacement précis du véhicule, du côté des numéros pairs ou impairs d'une voie par exemple, celui-ci se trouve en règle ou non, en fonction de ses droits de stationnement. Les procédures sont largement dématérialisées et l'usager mal informé pourrait être amené à régler une amende indue. Le Conseil d'État apporte de bienvenues précisions exigeant une vigilance accrue.

Pour soumettre un article à la rédaction, merci d'adresser votre fichier à l'adresse suivante :
celine.slobodansky@lextenso.fr

BULLETIN JOLY SOCIÉTÉS

ACTUALITÉ DU DROIT DES SOCIÉTÉS

À LA UNE

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Les contours imprécis de la notion de contrôle de fait → PAGE 5

Hervé LE NABASQUE

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

L'originalité de la clause *buy or sell* validée par la Cour
de cassation → PAGE 20

Edmond SCHLUMBERGER

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

Contrôle des conditions de l'application forcée interclasse
d'un plan de redressement par la Cour de cassation → PAGE 24

Myriam MAILLY

DOCTRINE

Directive *Stop the clock* et loi DDADUE 5 : les grandes manœuvres
ont commencé ! → PAGE 42

Véronique MAGNIER

SOMMAIRE

DROIT COMMUN

- BJS203x0 • **La fin au contrat de travail en raison de l'exercice d'un mandat social** 3
Gilles AUZERO – Cass. soc., 12 févr. 2025, n° 23-11.369, F–D

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

- BJS203w7 • **Les contours imprécis de la notion de contrôle de fait** 5
Hervé LE NABASQUE – CA Paris, 5-7, 22 avr. 2025, n° 24/19036
- BJS203x6 • **La cession d'actions par un époux au cours de la procédure de divorce : pouvoirs et sanctions** 9
Estelle NAUDIN – Cass. 1^{re} civ., 26 mars 2025, n° 23-14.322, F–B
- BJS203w3 • **La notion de « valeur mobilière » au sens de la réglementation *Prospectus*** 12
Arnaud REYGROBELLET – CJUE, 9 janv. 2025, n° C-627/23
- BJS203w8 • **La révocation du président de la SAS est abusive dans la mesure où le principe de contradiction n'a pas été respecté** 16
Michel STORCK – CA Versailles, ch. com. 3-2, 25 mars 2025, n° 23/03786

SOCIÉTÉS DE PERSONNES ET AUTRES GROUPEMENTS

- BJS203x7 • **L'originalité de la clause *buy or sell* validée par la Cour de cassation** 20
Edmond SCHLUMBERGER – Cass. com., 12 févr. 2025, n° 23-16.290, FS–B

RESTRUCTURATION DES SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ

- BJS203w9 • **Contrôle des conditions de l'application forcée interclasse d'un plan de redressement par la Cour de cassation** 24
Myriam MAILLY – Cass. com., 5 mars 2025, nos 23-22.267 et 23-22.315, FS–B
- BJS203w5 • **Appel fait sans indication de la qualité de représentant légal** 31
Bruno DONDERO – Cass. 2^e civ., 16 janv. 2025, n° 22-20.374, F–B

CHRONIQUE

- BJS203x3 • **Protection sociale des dirigeants sociaux (mars 2024-avr. 2025)** 33
sous la direction de Francis KESSLER

DOCTRINE

- BJS203x4 • **Directive *Stop the clock* et loi *DDADUE 5* : les grandes manœuvres ont commencé !** 42
Véronique MAGNIER
- BJS203v2 • **Retour sur la notion d'avantage particulier en droit des sociétés** 49
Hervé LE NABASQUE

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

PLAN

**Classes de parties affectées : les toutes premières précisions
de la Cour de cassation** → PAGE 11
Julien THÉRON

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

**Réduire en appel le quantum d'une sanction :
est-ce aggraver le sort du liquidateur ?** → PAGE 32
Thierry FAVARIO

CHRONIQUE

Droit du travail et entreprise en difficulté (déc. 2023 – janv. 2025) → PAGE 38
Philippe DUPRAT et Bernard SAINTOURENS

DOSSIER

**De nouvelles fonctions pour les procédures amiables dans
l'accompagnement des entreprises en difficulté** → PAGE 53

Sous la direction scientifique de Laura SAUTONIE-LAGUIONIE
et en collaboration avec Anne JOURDAIN

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE202a3 • **De quelques difficultés relatives aux répartitions dans les procédures collectives** 5
Clément FAVRE-ROCHEX

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE202a5 • **Redressement judiciaire et mesures conservatoires : l'obtention du titre exécutoire n'est pas subordonnée à l'exigibilité de la créance contre la caution** 9
Sophie ATSARIAS-DUMAS – Cass. com., 5 mars 2025, n° 23-20.357, F-D

PLAN

- BJE201z9 • **Classes de parties affectées : les toutes premières précisions de la Cour de cassation** 11
Julien THÉRON – Cass. com., 5 mars 2025, n°s 23-22.267 et 23-22.315, FS-B
- BJE202a6 • **Plan de sauvegarde d'une société franchisée : minorité de blocage et droit de recours du franchiseur** 13
Hélène POUJADE – Cass. com., 26 mars 2025, n° 24-12.371, F-D – Cass. com., 26 mars 2025, n° 24-11.071, F-D

LIQUIDATION JUDICIAIRE

- BJE202a8 • **La demande de nullité du jugement d'adjudication judiciaire d'un immeuble, fondée sur l'article L. 642-3, *in fine*, du Code de commerce, est irrecevable** 17
Catherine VINCENT – Cass. com., 26 mars 2025, n° 23-20.045, FS-D
- BJE202a7 • **Recevabilité de l'action en responsabilité professionnelle du débiteur, redevenu *in bonis*, contre son avocat** 19
Marie-Liesse GUINAMANT – Cass. com., 5 févr. 2025, n° 23-22.407, F-D

PROCÉDURE

- BJE202b8 • **Le ministère public de cour d'appel : véritable acteur économique au sauvetage des entreprises fragilisées** 21
Christophe DELATTRE – CA Douai, 2^e ch., 1^{re} sect., 13 févr. 2025, n° 24/04200
- BJE202b1 • **Appel du jugement statuant sur une ordonnance du juge-commissaire** 24
Caroline HOUIN-BRESSAND – Cass. com., 5 févr. 2025, n° 23-22.089, F-B

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201w6 • **Deux contributions jurisprudentielles au régime de l'admission d'une créance contestée** 27
Gérard JAZOTTES – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-13.300, F-B – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-16.532, F-B
- BJE201x4 • **Précisions sur l'autorisation de paiement d'une créance assortie d'une clause de réserve de propriété** 29
Karl LAFAURIE – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-13.554, F-B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE202a9 • **Réduire en appel le quantum d'une sanction : est-ce aggraver le sort du liquidateur ?** 32
Thierry FAVARIO – Cass. com., 5 févr. 2025, n° 23-23.550, F–B
- BJE202b0 • **Responsabilité civile du dirigeant : une illustration du principe du non-cumul** 33
Thierry FAVARIO – Cass. com., 26 mars 2025, n° 23-20.349, F–D
- BJE201w5 • **Plasticité de la faute de gestion : une affirmation à relativiser ?** 34
Thierry FAVARIO – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-17.667, F–D

DROIT SOCIAL ET FISCAL

- BJE202b3 • **Déclaration des créances fiscales : l'ouverture d'une procédure collective n'immunise pas contre l'engagement d'un contrôle fiscal** 36
Gilles DEDEURWAERDER – Cass. com., 5 févr. 2025, n° 23-22.380, F–B

CHRONIQUE

- BJE202b7 • **Droit du travail et entreprise en difficulté (déc. 2023 – janv. 2025)** 38
Philippe DUPRAT et Bernard SAINTOURENS

DOSSIER

- BJE201Z6 • **DE NOUVELLES FONCTIONS POUR LES PROCÉDURES AMIALES DANS L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ** 53
11^{es} Assises nationales de la prévention des difficultés des entreprises, Bordeaux le 6 décembre 2024
Sous la direction scientifique de Laura SAUTONIE-LAGUIONIE et en collaboration avec Anne JOURDAIN
- BJE201z7 • **Propos introductifs** 54
Philippe PEYRAMAURE
- BJE201z8 • **Présentation de l'activité amiable au sein du tribunal de commerce de Bordeaux** 55
Marc SALAÜN
- BJE202b4 • **Maintien de la confiance et des financements existants pendant la procédure amiable** 56
Table ronde
Anne JOURDAIN, Franck DENEL, Romain DU PLANTIER, Dominique LÉVÊQUE, Raphaël TRAMEÇON et Sébastien VIGREUX
- BJE202b5 • **Recherche de financements nouveaux et intégration des enjeux RSE (pendant une procédure amiable)** 64
Table ronde
Anne JOURDAIN, Jérôme CARLES, Marion GUST, Stéphane KOLB, Benjamin LAURENT et Laura SAUTONIE-LAGUIONIE
- BJE202b6 • **Les classes de parties affectées, un nouvel outil dont la pratique s'empare plus que prévu** 71
Table ronde
Oriane BILLANT, Christian CAVIGLIOLI, Jean-Dominique DAUDIER DE CASSINI, Véronique DOBELLE, Christophe MANDON, David ROBINE, Laura SAUTONIE-LAGUIONIE et Marc SALAÜN

PRATIQUE P. 13
DROIT FISCAL

Primo-accédants : difficultés liées à l'aménagement du droit départemental

par *Frédéric Douet*

www.defrenois.fr

ACTUALITÉS P. 5**PERSONNES / FAMILLE**

Point de départ de la prescription
de la créance d'assistance
d'un héritier

IMMOBILIER

VEFA : appréciation du caractère
abusif d'une clause relative
au retard de livraison

PERSONNES / FAMILLE

Frais bancaires sur succession :
nouvelle législation visant
à les réduire et les encadrer

PROFESSIONS

Déjudiciarisation et notariat :
perspectives du rapport *Migaud*

DOCTRINE P. 19**IMMOBILIER**

Régime juridique des constructions
édifiées par un usufruitier

par *Henri Leyrat***CHRONIQUES** P. 25**DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**

Droit notarial de l'Union
européenne

par *Cyril Nourissat*

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF226b4 ■ Point de départ de la prescription de la créance d'assistance d'un héritier

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF226a9 ■ VEFA : appréciation du caractère abusif d'une clause relative au retard de livraison

FAMILLE - PATRIMOINE

DEF226b0 ■ Frais bancaires sur succession : nouvelle législation visant à les réduire et les encadrer

FISCAL

DEF226b1 ■ Enregistrement des acquisitions par les marchands de biens : non-rétroactivité de la loi ayant allongé le délai pour revendre

PROFESSION

DEF226b2 ■ Déjudiciarisation et notariat : perspectives du rapport *Migaud*

PRATIQUE P. 13

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF225r0 ■ Primo-accédants : difficultés liées à l'aménagement du droit départemental par **Frédéric Douet**

DOCTRINE P. 19

DEF214d2 ■ Régime juridique des constructions édifiées par un usufruitier par **Henri Leyrat**

CHRONIQUES P. 25

DEF225z0 ■ Droit notarial de l'Union européenne par **Cyril Nourissat**

VIE PRO P. 34

OFFRES ET DEMANDES P. 38

INDICES P. 40